



Que dire de nos **territoires qui se sentent délaissés** quand se concentrent et se développent dans les métropoles l'activité économique ?

Et ce n'est pas qu'un sentiment, c'est une réalité tangible.

*Combien de nos villages et de nos petites villes ont perdu au fil du temps, faute de moyens, ce qui faisait leur âme : des commerces et une vie active de village. Sans parler de la menace de voir fermer l'école. **Comment notre République peut-elle accepter une telle inégalité territoriale** et voir se déliter le tissu de socialité qui faisait la vitalité de nos territoires ?*

Altermonde explore les symptômes et les conséquences de la fracture territoriale.

Le 11 juillet 2018, Groupe d'experts et d'élus

En milieu rural la **baisse du nombre de médecins**, implique une réelle désertification médicale.

Nos villages et de nos petites villes ont perdu au fil du temps, faute de moyens, ce qui faisait leur âme : des **commerces et une vie active de village**.

Les écoles confrontées à la baisse du nombre d'enfants en âge de les fréquenter, du fait du vieillissement de la population se regroupent. Mais **plus qu'une classe c'est l'âme d'un village qui s'en va**.

Pour lutter contre cette fracture **territoriale que creusent l'évolution de nos modes de vie et la concentration urbaine**, il faut un projet qui affirme la République des territoires et place l'humain au cœur de ses préoccupations et de ses orientations. Ce projet doit **rendre réelle l'égalité des territoires**, garantir la liberté pour toutes et tous, et assurer une fierté et une fraternité véritable et ressentie par chacun des citoyens .

Il devient urgent de penser et construire le pays rural tout autant que le pays urbain, et admettre que la véritable équité réside non dans l'uniformité législative et réglementaire mais dans des approches circonstanciées .

L'école ferment des valeurs de la République : liberté, égalité, fraternité.

Le premier des leviers pour lutter contre les inégalités est l'école de la République. Beaucoup a été fait depuis la 3ème République. Les instituteurs ont été de véritables chevaliers républicains au service du mot égalité écrit sur les frontons de nos mairies. **Nous disposons en France d'un système éducatif ouvert à tous, obligatoire et gratuit. Et pourtant notre pays pêche dans les classements internationaux**, non par un moindre niveau d'excellence qui se maintient à très haut niveau, mais par une disparité de niveaux trop forte. Qui plus est, **notre système scolaire et universitaire reproduit trop les catégories sociales**. Un enfant d'ouvrier, d'agriculteur ou d'employé a beaucoup moins de chances de réussir qu'un enfant de cadre ou de profession libérale. Le phénomène n'est pas nouveau, Pierre Bourdieu le mettait déjà en évidence. Mais paradoxalement la généralisation du baccalauréat a conforté le phénomène. Pour être clair, la France sait « produire » ses élites mais délaisse trop d'enfants décrocheurs, même si les mesures mises en place sous l'impulsion de

La ministre Najat Vallaud Belkacem ont permis de ramener ce nombre de jeunes sortant du système scolaire sans qualification à 98 000 en 2016 alors qu'ils étaient 140 000 en 2011 .



ALTERMONDE

DEPUIS 2002

L'école de la République est également **un lieu privilégié d'apprentissage de la vie en collectivité et d'acquisition des bases de l'éducation civique**. Les tragiques événements de janvier 2015, et bien d'autres depuis, ont rappelé combien la démocratie, la République et les valeurs humanistes étaient un combat permanent. Elles doivent être défendues contre toutes les menaces violentes ou sournoises. Mais elles sont aussi une force capable de mettre en mouvement des cohortes libres, mues par la volonté de défendre la liberté d'expression, comme en a témoigné l'impressionnant rassemblement auquel François Hollande avait convié les chefs d'État du monde entier. La **pluralité et l'existence d'un débat serein et tolérant sont constitutifs de la démocratie**. La République a pour mission de garantir la liberté.

La fraternité est la troisième valeur que porte notre République en bannière. Et pourtant que dire de **ces jeunes pour qui un premier échec mineur en appelle un suivant** et un suivant, pour qui parfois seul le nom ou le lieu d'habitation est un handicap. Que dire des jeunes en milieu rural qui ont du mal à décrocher leur permis de conduire et qui se trouvent en grande difficulté pour se déplacer et aller chercher du travail. Une sorte de double peine. Combien d'exemples pourrions-nous citer où par absence d'un soutien ponctuel adapté, voire d'un regard fraternel, notre société engendre des situations durables d'échec, où ce qui n'était qu'un accident de parcours devient une impasse.

Une fracture territoriale béante

Que dire de nos territoires qui se sentent délaissés quand **se concentrent et se développent dans les métropoles l'activité économique**. Et ce n'est pas qu'un sentiment, c'est une réalité tangible. Combien de nos villages et de **nos petites villes ont perdu au fil du temps, faute de moyens, ce qui faisait leur âme : des commerces et une vie active de village**. Sans parler de la **menace de voir fermer l'école**. Comment notre République peut-elle accepter une telle inégalité territoriale et voir se déliter le tissu de socialité qui faisait la vitalité de nos territoires ?

Surtout que s'ajoute **en milieu rural la baisse du nombre de médecins, impliquant un risque réel de désertification médicale**. Cela tient moins à l'insuffisance de médecins diplômés qu'aux modes de vie des jeunes médecins qui choisissent leur lieu d'installation en fonction de l'attractivité des territoires. Cette désertification médicale est une conséquence de la fracture territoriale dont elle aggrave les effets. Et cela impacte les conditions de travail des infirmières, des aides-soignants et de tous les personnels de santé .

Que dire également de la justice de la République dont la lenteur des procédures, faute de moyens, est inacceptable. Elle est inacceptable parce celui qui est coupable bénéficie trop longtemps de la présomption d'innocence avant de rendre enfin des comptes. Et celui qui est innocent subit pour un temps interminable les affres de la suspicion et de la procédure. Sans parler des conditions inappropriées d'incarcération, tant pour les détenus qui demeurent des hommes et des femmes à traiter avec dignité, que pour les personnels des services pénitentiaires sur les épaules desquels la République se défausse.

Bâtir un projet d'intégration territoriale

Face aux fractures multiples de notre société, il faut **inventer un projet qui affirme la République des territoires et place l'humain au cœur de ses préoccupations et de ses orientations**. Il doit rendre réelle l'égalité des territoires, garantir la liberté pour toutes et tous, et assurer une fierté et une fraternité véritable et ressentie par chacun de nos concitoyens.

Cela suppose une école de la République qui permette à chacun de réussir en fonction de ses capacités réelles et non des moyens de ses parents. L'Éducation une priorité absolue. Cela passe par l'adaptation des rythmes scolaires, la formation des enseignants et la réaffirmation de l'apprentissage des fondamentaux, savoir lire, écrire, compter. Ce qui suppose impérativement d'apporter un soutien scolaire adapté à ceux de nos enfants en difficulté scolaire afin qu'ils **rattrapent au plus vite les retards pris dans les apprentissages fondamentaux**, pour de ne laisser personne de côté, sous peine de conduire aux inadaptations et au délaissement.



Il faut en parallèle **accélérer le développement de l'apprentissage** et des filières professionnelles. Chacun doit trouver sa propre voie, les uns sont plus portés sur les apprentissages théoriques, les autres sur les apprentissages pratiques. Aucune raison ne justifie de privilégier les uns au détriment des autres. Il faut s'extraire d'une pensée unique qui érige une voie royale, classe hiérarchiquement les filières et conduit à orienter les élèves non en fonction de leur aspiration mais de leur seule aptitude supposée. Cela implique en amont de revaloriser les filières manuelles et techniques. Il faut également localiser les formations au plus près des bassins d'emplois en complément des instituts de formation professionnelle.



La fracture territoriale est également une fracture interpersonnelle. Ainsi nombre de citoyens ont rencontré des accidents de la vie ou qui sont confrontés à des difficultés. **Une société inclusive doit multiplier les voies qui leur permettent de sortir dignement de leur situation.** Cela implique de multiplier les structures d'insertion adaptées aux personnes qui ont été éloignées du travail, pour qu'elles retrouvent confiance en elles. Et s'agissant des jeunes en situation d'échec scolaire avéré, il importe de les orienter vers des structures spécialisées disposant des moyens d'une action pédagogique à façon. Le pouvoir publics seraient bien inspirés de créer et financer ces structures innovantes légères et ouvertes, aptes à redonner confiance à ces jeunes. Il faut cesser de faire de l'échec un engrenage.

Réaffirmer au sein de la République l'importance des territoires dans leur diversité est primordial.

Pour ce faire il convient de cesser de faire comme si chacun rêvait de vivre dans une grande ville avec des transports en commun ou des bouchons matin et soir. **Penser et construire la France rurale tout autant que la France urbaine** est essentiel tout autant qu'admettre que la véritable équité réside non dans l'uniformité législative et réglementaire mais dans des approches circonstanciées.

La **concentration des moyens sur les villes au cours des trente dernières années a entraîné une régression en milieu rural, perçue à juste titre comme violente.** Il faut réinventer urgemment les espaces délaissés. S'il est pertinent de penser et de financer les équipements structurants à l'échelle des bassins de vie structurés en Communauté de Communes, il est utile et nécessaire de se détacher d'une approche comptable. Le sujet n'est pas moins de Communes pour moins de dépenses, mais plus de vie dans chaque Commune. Faire vivre les écoles dans nos villages, **créer les conditions de réimplantation d'un commerce multiservice dans nos centres-bourgs et engager** la revitalisation de centres-villes. Avec la rapidité du développement de l'informatique nombre de nos concitoyens ne sont pas familiers avec Internet. Ne créons pas des fractures numériques dans les territoires. Cela suppose de d'inventer des solutions de proximité itinérantes. La Commune, lieu de vie et d'histoire partagée, est l'atome de notre République. Avoir dans les villages et les petites villes un(e) maire et son équipe municipale disponibles est une **force qui contribue à la cohésion des territoires.**

Une République avec des citoyens à deux vitesses, ceux dans les grandes villes qui ont aisément accès aux transports, aux spectacles, aux commerces, et ceux dans les villages et les petites villes qui seraient les parents pauvres de la République constitueraient une menace et porterait **un risque de délitement.**

Intégrer toutes les facettes sociales pour irriguer les territoires

Il est des territoires qui méritent une attention particulières, les **territoires frontaliers.** Ils vivent le paradoxe de bassins de vie transfrontaliers avec une juxtaposition de textes nationaux qui tracent au quotidien des frontières juridiques. Il conviendrait d'**oser l'expérimentation réglementaire** en évaluant ses effets.

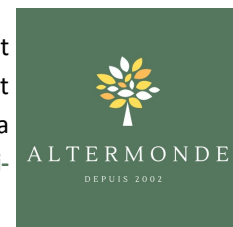
Dans le domaine de la santé, il est important également à ne pas creuser les fractures territoriales. Les hôpitaux qui évoluent vers des Groupements Hospitaliers de Territoire ont besoin de repenser l'organisation des urgences et de pérenniser l'ensemble des services afin d'éviter aux plus fragiles des patients de coûteux déplacements. **Il faut penser l'hôpital autour d'une logique centrale d'humanisation en garantissant pour l'ensemble des soignants des conditions**

d'exercice dignes et optimales. Prendre l'évolution de la médecine libérale en complémentarité à travers le développement des plateaux techniques, des exercices multisites, des maisons de santé, des réseaux de soins, est nécessaire qui implique d'assurer la continuité du parcours de soins.

Œuvrer au maintien à domicile de nos anciens préserve leur cadre de vie. **Agir c'est lutter contre l'isolement et la précarité,** c'est aborder avec lucidité le sujet de la dépendance que l'allongement de la durée de la vie rend plus prégnant d'année en année.



Il nous faut nationalement mettre en place les conditions solidaires de son financement, et localement veiller à disposer de structures d'accueil pour maintenir nos anciens à proximité de leur cadre de vie et de leurs enfants. Cela passe par des formations pour les aides-soignants et les auxiliaires de vie. Cela suppose de **mieux penser les relations entre les générations et d'inventer des solutions non nécessairement marchandes**.



Suturer les fractures multiples

Enfin, ne faudrait-il pas oser affronter, par l'ouverture d'un débat éthique et déontologique, les questions de la procréation médicalement assistée que les évolutions sociétales et familiales ouvrent, et celles de la fin de vie en redéfinissant le droit de chacun d'entre nous de mourir dans la dignité. Ce sont là **des sujets qui cristallisent des fractures de pensées qui pour certaines se superposent aux fractures territoriales**. Les poser sereinement, en se donnant du temps pour y apporter des réponses, nourrir le débat, serait assurément contribuer à la suture des fractures ouvertes et multiples de notre société.

Dans le domaine de la justice, il serait aussi bénéfique d'ouvrir un vaste chantier et de se donner les moyens de sa réalisation en acceptant le doublement des moyens alloués à la justice. Le poids budgétaire de celle-ci est suffisamment modeste pour qu'un tel effort, bien que jamais réalisé, soit envisageable. Nous devons poser les bases d'une réduction drastique de la durée des procédures qui tient aujourd'hui moins des besoins des enquêtes que de l'engorgement des services judiciaires. De même, fixons-nous des objectifs quantifiés et tenons-nous y pour réduire **la surpopulation carcérale qui n'est pas digne du pays des droits de l'homme**.

La République doit continuer sur le chemin de la lutte contre toute forme de discrimination fondée sur les convictions religieuses, l'orientation sexuelle, les différences d'opinion ou de manière d'être. Nous sommes tous égaux en dignité et en droit. A commencer par **la première inégalité contre laquelle notre société s'honorait en poursuivant la lutte** : les inégalités femmes hommes. Cela suppose de continuer à faire évoluer le cadre législatif pour parvenir à l'égalité réelle de salaire entre femmes et hommes. Cela implique de penser les structures d'accueil des enfants, et de faire évoluer les mentalités, les comportements et les pratiques. Et cela nécessite de continuer à **renforcer la protection contre les violences faites aux femmes**.

Nous avons une responsabilité collective vis-à-vis des personnes en situation de handicap : faire **en sorte qu'au handicap physique ou psychique ne s'ajoute pas le handicap social**. Cela passe par l'accessibilité des lieux publics et privés. Cela implique que les entreprises, les collectivités et l'État montrent l'exemple sur l'emploi des personnes en situation de handicap. Cela nécessite suffisamment de structures d'accueil comme les Entreprises adaptées et les Établissements & Services d'Aide par le Travail. Cela requiert aussi que les établissements scolaires soient en capacité d'accueillir les enfants et les jeunes concernés. Nous devons le faire aussi pour la société dans son ensemble, parce que face à leur handicap les personnes développent des aptitudes et des talents dont notre société a besoin. Les sportifs des jeux paralympiques en ont apporté le témoignage.

Enfin, une démocratie se doit fondamentalement de croire et de promouvoir **la liberté de penser, d'agir, d'entreprendre**. C'est la liberté qui fonde l'individu et assure au citoyen ses droits véritables. Une République responsable et inclusive se doit de garantir sans faiblesse le droit à la préservation de la vie privée de chacun, et strictement encadrer légalement les éventuelles mesures dérogatoires nécessaires à la lutte contre le terrorisme en en confiant le contrôle à la justice.

La République qui aurait pour ambition de réduire les fractures territoriales et ses fractures multiples doit enfin **assurer la liberté de création culturelle, la protéger et l'encourager** en y consacrant les budgets suffisants.

